

AVIS DE CONCESSION Directive 2014/23/UE

TOULOUSE MÉTROPOLE

M. Jean-Luc MOUDENC - Président
Direction de la commande publique
6 rue René Leduc
BP 35821 - 31505 Toulouse - CEDEX 5
SIRET 24310051800170



 [Correspondre avec l'Acheteur](#)

Type de pouvoir adjudicateur : Collectivité territoriale

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques ;

Objet	Concession de service pour l'exploitation de l'espace restauration du Pôle Sportif du Grand Ramier.
Référence	DGD/AD/2022/RAMIER RESTAURANT
Type de marché	Services
Mode	Avis de concession
Code NUTS	FRJ23
Lieu principal de prestation	19 allée AlfredMayssonné 31400 Toulouse
Durée de la concession	à compter du 01/09/23 Jusqu'au 31/08/33
Description	La concession a pour objet de confier, aux risques et périls du concessionnaire, l'exploitation des activités de restauration et de débit de boissons du Pôle Grand Ramier situé sur l'Île du Ramier, 19 allée Alfred Mayssonné à Toulouse, ainsi que la maintenance, l'entretien et la mise aux normes des biens mis à disposition.
Code CPV principal	55300000 - Services de restaurant et services de personnel en salle
Code CPV complémentaire	55400000 - Services de débits de boissons
Forme	Division en lots : Non
Quantité ou étendue	Valeur estimée hors TVA : 30 000 000,00 €
Délégation	
Conditions de participation	Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis : 1.1) Lettre de candidature datée et signée par la ou les personnes ayant autorité pour engager la société ou le groupement (ou Formulaire DC1). En cas de groupement, identification de chaque membre, caractère conjoint ou solidaire de celui-ci et identification du mandataire. 1.2) Copie des certificats ou de l'état annuel des certificats reçus attestant que le candidat (ou les membres du groupement) est à jour des impôts et cotisations (fiscales et sociales). 1.3) Déclaration sur l'honneur attestant que le candidat remplit les conditions posées aux articles L.3123-1 à L.3123-14 du Code de la commande publique.

1.4) Déclaration sur l'honneur attestant que les renseignements et documents relatifs aux capacités et aptitudes exigés en et documents relatifs aux capacités et aptitudes exigés en application des articles L.3123-18, L.3123-19 et L.3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R.3123-1 à R.3123-8, du Code de la commande publique, sont exacts.

1.5) Extrait Kbis de moins de 6 mois ou équivalent étranger et composition du capital social.

1.6) En cas de société filiale, organigramme faisant apparaître la structure juridique (principaux actionnaires) et le rattachement au groupe du candidat.

1.7) Si le candidat est en procédure de redressement judiciaire ou équivalent, note démontrant l'aptitude à exécuter, pendant sa durée prévisible, le contrat.

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

2.1) Bilans, comptes de résultats et annexes, consolidés le cas échéant, des 3 derniers exercices clos ou des seuls exercices clos pour les entreprises de moins de 3 ans, certifiés par un commissaire aux comptes (CAC) ou équivalent pour les candidats étrangers.

2.2) Déclaration sur l'honneur concernant le chiffre d'affaires global et, s'il y a lieu, des prestations similaires à celles de la présente concession, réalisées pour les 3 derniers exercices.

2.3) Liste des engagements hors bilans, procès en cours, existence ou non d'une procédure d'alerte CAC.

2.4) Déclaration sur l'honneur concernant le montant et la composition du capital social ainsi que la liste des principaux actionnaires de la société candidate ou des sociétés membres du groupement et les éventuelles garanties pouvant être apportées par les actionnaires.

2.5) Rapport du CAC des 3 derniers exercices clos ou des seuls exercices clos pour les entreprises de moins de 3 ans.

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) :

Voir références requises.

Référence professionnelle et capacité technique :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

Le candidat devra remettre un mémoire présentant:

3.1) Sa société ou son groupement (précisant le rôle et, eu égard aux compétences, la complémentarité de chaque membre).

3.2) Son savoir-faire en matière d'exploitation de services en lien avec l'objet de la concession et notamment ses références professionnelles pour des prestations similaires, exécutées ou en cours d'exécution au cours des 3 dernières années et/ou tout élément susceptible de démontrer son aptitude à exercer les missions concédées; le cas échéant, les certificats établis par les services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des services.

3.3) Les moyens humains et les équipements techniques dont il dispose pour la réalisation de mission de même nature

Niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) exigé(s) :

Voir références requises.

**Critères
d'attribution**

La concession est attribuée sur la base des critères énoncés dans les documents du marché

Renseignements

[Correspondre avec l'Acheteur](#)

Documents

- **[Règlement de consultation](#)**
- **[Dossier de Consultation des Entreprises](#)**

Offres	Remise des offres le 03/01/23 à 12h00 au plus tard. Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français. Unité monétaire utilisée, l'euro.
Dépôt	<ul style="list-style-type: none"> • Déposer un Pli dématérialisé
Renseignements complémentaires	
	<p>Les modalités de remise des plis sont précisés au sein du Règlement de consultation. La Collectivité pourra exiger du concessionnaire la constitution d'une société dédiée. La durée de la concession sera de 10 ans.</p> <p>Le contrat de concession sera attribué sur la base des critères de sélection des offres décrits ci-dessous, hiérarchisés et non pondérés:</p> <p>Critère 1 : Niveau des engagements juridiques pris par le candidat s'agissant du degré d'acceptation et d'amélioration du projet de contrat de concession et de ses annexes proposés par Toulouse Métropole.</p> <p>Critère 2 : Qualité du projet d'exploitation et de développement proposé dans un esprit familial. Qualité et sécurité alimentaire. Qualité des relations avec les usagers et l'exploitant du Club sportif du Pôle Grand Ramier. Moyens humains et techniques dédiés à l'exploitation des activités concédées.</p> <p>Critère 3 : Pertinence, cohérence et optimisation de l'évaluation financière du projet, notamment en termes de redevances et de maîtrise des charges.</p> <p>Critère 4 : Qualité du programme d'investissement et de renouvellement du candidat, niveau d'entretien/maintenance sur la durée du contrat, notamment au regard des critères environnementaux et de maîtrise de l'énergie.</p> <p>Critère 5 : Niveau d'engagement des candidats en matière de stratégie de développement durable sur le plan de la protection de l'environnement. Capacité à s'inscrire dans le projet urbain « Grand Parc Garonne », en participant à son attractivité et son animation.</p>
Marché périodique :	Non
Fonds	Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires : Non
Recours	<p>Instance chargée des procédures de recours :</p> <p>Tribunal administratif de Toulouse 68, rue Raymond IV BP 7007 31068 Toulouse Cedex 07 Tél : 05 62 73 57 57 - Fax : 05 62 73 57 40 greffe.ta-toulouse@juradm.fr</p>
	<p>Envoi le 19/10/22 à la publication Date d'envoi du présent avis au JOUE et au BOAMP : 19/10/22 à 16h10 Publication aux supports de presse suivants : La Dépêche du Midi - Ed. Haute Garonne, www.ladepeche.fr - Ed. Haute Garonne</p>